

Formation des maîtres: Genève est-il si isolé en Suisse ?

Paru le Jeudi 19 Février 2009 dans le Courrier
RACHAD ARMANIOS

Genève-RÉFORME - En Suisse, seul Genève confie la formation à l'université. Les Hautes Ecoles pédagogiques romandes apprécient diversement cet Alleingang.

Le projet du Conseil d'Etat genevois de réforme de la formation des enseignants est diversement accueilli parmi les Hautes Ecoles pédagogiques romandes (HEP), dont le modèle est a priori opposé à celui de Genève. Car ce canton, le seul en Suisse à confier la formation des maîtres du primaire à l'université, veut poursuivre dans cette voie. Mais les modèles académique et professionnel sont-ils si divergents?

Avec le projet du patron du Département de l'instruction publique, Charles Beer, la formation des maîtres en resterait à quatre ans (bachelor + certificat d'études avancées), contre trois partout ailleurs. Munis d'un bachelor, les diplômés d'autres cantons pourraient enseigner au bout du lac mais ils devraient décrocher le certificat ad hoc en cours d'emploi pour être titularisés (lire ci-contre). Dans la République, les opposants à la réforme reprochent surtout à l'université d'être une tour d'ivoire déconnectée du terrain. Soucieux de la nécessité d'une harmonieuse articulation entre la dispense de savoirs pratiques et théoriques, le Parti radical n'entend pas lâcher son propre projet de loi pour la création d'une HEP genevoise.

Peu importe la coquille

Pour le recteur de la HEP vaudoise, Guillaume Vanhulst, opposer les deux modèles ne tient pas compte de la réalité: «Quelle que soit la coquille, le défi de combiner harmonieusement une formation universitaire et professionnelle est le même. Raison pour laquelle notre HEP multiplie les collaborations avec l'université et les institutions de formation tierces, par exemple à l'étranger. Ce mouvement est une lame de fond au niveau mondial et européen.» Charles Beer, pour sa part, estime que le modèle genevois n'est pas si éloigné de celui de la HEP vaudoise ou zurichoise. Il rappelle aussi que la formation genevoise actuelle est celle qui, avec la valaisanne, prévoit le plus de stages pratiques.

«Quantité ne rime pas avec qualité», rétorque Jean-Pierre Faivre, recteur de la HEP Berne-Jura-Neuchâtel: «Confier la formation à des universitaires est une ineptie. Ceux-ci n'ont pas les compétences pour l'encadrement et le suivi des stages pratiques, car ils sont trop déconnectés du terrain. Les HEP, qui sont à l'interface des apports professionnels et de la recherche, ne sont pas nées par hasard.»

«Notre canton n'a pas d'université, mais son école est bien notée par PISA, explique pour sa part Fabio Di Giacomo, directeur adjoint de la HEP valaisanne. Nous profitons donc de ce terreau pour privilégier un encadrement de proximité. Mieux vaut des petits groupes et des mentors qu'un auditoire bondé écoutant une sommité.»

Trois ans: «mission impossible»

M.DiGiacomo défend également la formation initiale en trois ans. «Vouloir la prolonger ne tient pas compte des quarante ans de formation continue qui attendent les enseignants.»

Mais il admet que son institution est en porte-à-faux sur ce point avec les autres HEP.

«C'est un constat généralisé: un bachelor ne suffit pas pour acquérir les compétences exigées, car la transmission des savoirs se spécialise, commente M.Vanhulst. La tendance mondiale et européenne est de masteriser (cinq ans) la formation. Je comprends que, pour des raisons financières, certains cantons rechignent, mais cela s'imposera un jour.»

«Nous avons trois ans pour former les étudiants à l'enseignement de douze disciplines, c'est déjà limite, abonde Jean-Pierre Faivre. L'enseignement de l'anglais qu'imposera Harnos est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.» Il explique que, pour alléger la formation, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) songe à la scinder, en prévoyant deux diplômes en trois ans. L'un permettant d'enseigner à des enfants de 4 à 8 ans, l'autre de 8 à 11-12 ans.